

**Unité Départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse**

Bar-le-Duc, le 7 novembre 2024

Division de Bar-le-Duc

14 rue Antoine Durenne

Parc Bradfer – CS 70542

55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 septembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **INEOS COMPOSITES FRANCE**

ZI Nord

8 Rue des Fontanges

55400 Étain

Références : 2024-535

Code AIOT : 0006200802

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 septembre 2024 dans l'établissement INEOS COMPOSITES FRANCE implanté 8 Rue des Fontanges à Étain (55400). L'inspection a été annoncée le 06 août 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- INEOS COMPOSITES FRANCE
- ZI Nord 8 Rue des Fontanges 55400 Étain
- Code AIOT : 0006200802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

INEOS COMPOSITES FRANCE fabrique de la résine polyester insaturée utilisée dans de nombreuses applications (marine, bâtiment et construction, éolien et automobile). Le site se compose de cinq lignes de production composées de cuves dont certaines ont besoin d'être refroidies lors du processus de fabrication (réacteurs et dilueuses).

L'inspection réalisée le 19 septembre portait sur les installations de refroidissement du site et la prévention et maîtrise du risque sanitaire lié à la légionelle. L'inspection a réalisé un contrôle documentaire en salle portant sur l'analyse méthodique des risques (AMR), la stratégie de refroidissement, la surveillance de l'installation de traitement, le suivi de la concentration de *Legionella Pneumophilla* et la formation du personnel à la prévention et à la maîtrise du risque sanitaire liée à la légionelle. Une visite des installations de refroidissement, du local de stockage des produits de traitement et des lignes de production a été réalisée.

## Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.a	Sans objet
2	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.1.b	Sans objet
3	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.b	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.2.c	Sans objet
5	Suivi de la concentration en <i>Legionella Pneumophilla</i>	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.7.I.3.a et b	Sans objet
6	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a changé sa stratégie de traitement. Ainsi en fonctionnement normal, il n'utilise plus de produit biocide. Les principales exigences en matière de prévention du risque de prolifération et de dispersion de légionelles sont respectées. Les analyses sont réalisées et n'ont pas mis en évidence de dépassement en *Legionella pneumophila*.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Analyse Méthodique des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 - article 3.7.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation.</i></p> <p><i>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</i></p> <p><i>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;</li> <li>- les points critiques liés à la conception de l'installation ;</li> <li>- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;</li> <li>- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.</li> </ul> <p><i>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mise à jour de l'analyse méthodique des risques (AMR) date du 20 février 2024 et fait suite à un changement de stratégie de traitement. La précédente mise à jour datait du 16 août 2023 et celle d'avant du 5 décembre 2018. Aussi l'inspection note que la fréquence de mise à jour n'a pas été respectée entre 2018 et 2023. L'exploitant doit veiller à mettre à jour son AMR à</p>

<p>minima une fois tous les 2 ans en l'absence de changement de stratégie ou de modification de l'installation.</p> <p>L'AMR comprend une description de l'installation, un schéma de principe, une analyse sur les items de l'article 3.7.I.1.a de l'annexe 1, notamment les risques liés à l'exploitation et les actions mises en œuvre pour réduire le risque. Il ressort de cette AMR que l'installation ne présente aucun bras mort de conception ou d'exploitation.</p> <p>La dernière version contient encore des références au biocide non oxydant (Diabicide 100) utilisé avant le changement de stratégie de traitement opéré fin 2023. <b>Il convient pour l'exploitant de veiller à corriger ses anciennes références, notamment sur le schéma de principe de l'installation de refroidissement et le logigramme de l'analyse des risques méthodique (AMR), afin que cela corresponde à la stratégie de traitement actuellement mise à œuvre.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Plan de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 - article 3.7.I.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p><i>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</i></p> <p><i>[...] En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de surveillance. La surveillance de l'installation de refroidissement est suivie dans un fichier Excel. Une partie de la surveillance est réalisée par l'exploitant, mais la majorité des opérations de surveillance est réalisée par un sous-traitant (ORIZON).</p> <p>Les indicateurs suivis dans le plan de surveillance sont le pH, la dureté (TH), le titre alcalimétrique complet (TAC), la conductivité, le fer, la légionelle et les MES. En août 2024, cette surveillance a mis en évidence une dérive sur la conductivité. La surveillance a été renforcée et des actions ont été mises en œuvre (adaptation du dosage d'Aquatreat et changement de la pompe doseuse). L'exploitant a expliqué cette dérive par une coupure d'électricité suite à un orage qui a conduit à un dysfonctionnement de l'installation de traitement ayant entraîné un entartrement du circuit de refroidissement. Le nettoyage annuel de l'installation de refroidissement réalisé en août 2024, en plus des actions réactives mises en œuvre, ont permis de revenir à des valeurs acceptables.</p> <p>La gestion des dépassements de seuil en Legionella Pneumophila (supérieure à 100 000 UFC/L et entre 1 000 et 100 000 UFC/L) est formalisée dans des procédures disponibles dans un carnet sanitaire consultable notamment en salle de maintenance. Ces procédures ont été établies par le sous-traitant qui est chargé de les mettre en œuvre en cas de dépassement. <b>L'inspection a rappelé à l'exploitant que même si l'exploitation et une partie de la surveillance est sous-traitée à un prestataire, il doit avoir la connaissance et la maîtrise du fonctionnement de cette installation et des produits utilisés et reste le seul responsable du bon fonctionnement de l'installation de refroidissement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Stratégie de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 - article 3.7.I.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la</i></p>

<p><i>durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</i></p> <p><i>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</i></p> <p><i>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</i></p> <p><i>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'arrêt de commercialisation en 2023 du produit de traitement de type biocide (Diabicide 100) qui était utilisé dans l'installation de refroidissement, l'exploitant a revu sa stratégie de traitement avec un nouveau sous-traitant (ORIZON).</p> <p>Depuis fin 2023, l'exploitant n'utilise plus de biocide dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation, mais uniquement un traitement anti-tartre, anti-corrosion et bio dispersant (Aquatreat 202).</p> <p>En cas de prolifération de légionelles, la procédure du site prévoit la mise en œuvre en action curative d'un autre traitement anti-tartre, anti-corrosion et bio dispersant (Aquatreat 203) voir d'un biocide à base de chlore et de brome stabilisé (Orizon 4170).</p> <p>L'inspection s'est rendu dans le local de stockage des produits de traitement et a constaté la présence de bidons de biocide (Orizon 4170), mais également la présence d'un produit qui n'était pas identifié dans la stratégie de traitement (Orizon 5120) . En outre, le volume de produits présent sur la rétention n'était pas compatible avec la capacité de la rétention. <b>L'exploitant s'est engagé à régulariser le stockage de produit pour qu'il corresponde à la nouvelle stratégie de traitement et respecte les conditions de stockage.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Nettoyage annuel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 - article 3.7.I.2.c</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</i></p> <p><i>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La désinfection et le nettoyage de l'installation de refroidissement sont réalisés chaque année à la période d'arrêt technique d'été du site. Le dernier nettoyage a été réalisé en août 2024 par la société ORIZON. Le rapport fait état de la présence importante de tartre. Cet entartrage dit exceptionnel par l'exploitant s'expliquerait par une coupure d'électricité suite à un orage qui a conduit à un dysfonctionnement de l'installation au mois d'août.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : Suivi de la concentration en *Legionella Pneumophila*

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, Annexe 1 - article 3.7.I.3.a et b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella Pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</i> <i>[...]</i> <i>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</i> <i>Le prélèvement est réalisé par un opérateur [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</i> <i>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila tous les deux mois. Les résultats et les bordereaux d'analyse sont enregistrés sous GIDAF par l'exploitant. Les prélèvements sont réalisés en point bas de la TAR après la purge de déconcentration. Ce point de prélèvement est identifié sur le schéma de l'installation et au droit de la TAR par une plaque signalétique. Les analyses réalisées sur les douze derniers mois ne mettent pas en évidence de dépassement. <b>L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les bordereaux d'analyse émis depuis le changement de stratégie mentionne encore les modalités de traitement de l'ancienne stratégie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe 1 : 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</i> <i>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...], sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</i> <i>Ces formations portent a minima sur :</i> <i>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</i> <i>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</i> <i>- les dispositions du présent arrêté. [...]</i>
<b>Constats :</b> La SHE Manager est désignée comme référente légionnelle. Son intérim est assuré par le responsable maintenance. Ces deux personnes, ainsi que les trois techniciens laboratoires, ont été formés à la prévention et à la maîtrise des risques sanitaires liés à la légionelle en mars et avril 2023 par un organisme de formation (BT EST). Cette formation dispensée sur deux jours comprenait trois modules : <ul style="list-style-type: none"><li>• le premier sur la lutte et la prévention de la légionelle,</li><li>• le deuxième sur les prélèvements et les analyses,</li></ul>

- le dernier sur la tenue du carnet de suivi, l'AMR, le plan d'entretien et le plan de surveillance.

**Type de suites proposées :** Sans suite